

Nogueira Ramos Martin
Doctorant (2e année)
Université Paris VII Denis Diderot LCAO/ Waseda daigaku kyôiku gakuin

Sujet de thèse : «Le christianisme, religion illicite au Japon (1614-1873) : l'évolution du traitement de la question chrétienne par les autorités».

Sujet de l'exposé : «Le traitement de la question chrétienne à la fin de l'époque d'Edo : enquête du fief de Shimabara sur les communautés crypto-chrétiennes de quatre villages d'Amakusa (1799-1806)».

Orientation de mes recherches:

1) Le christianisme au Japon évoque d'abord l'image des martyrs de la première moitié du XVIIe. L'historiographie chrétienne a longtemps focalisé ses recherches sur la figure des martyrs dans une perspective autant scientifique que hagiographique. De septembre 2008 à Juin 2009 j'ai mené des recherches sur l'application concrète du décret d'interdiction du christianisme de 1614 jusqu'au début des années 30. J'ai utilisé des lettres et des rapports manuscrits de quatre jésuites (Mateus de Couros, Baltasar de Torres, Giovanni Battista Porro, Cristovão Ferreira) conservés aux archives de l'ordre au Vatican. Cette documentation est essentiellement en langue portugaise ainsi qu'en espagnol. J'ai essayé de déterminer dans quel cas des chrétiens pouvaient être passibles de la peine de mort. L'autre objectif de cette recherche était d'appréhender la question d'un point de vue régional et non pas national. Si l'interdiction s'étend théoriquement à l'ensemble du Japon, la réaction des autorités à l'échelle régionale varie fortement. J'ai traité plus particulièrement les cas de Nagasaki (territoire shôgunal) et celui du fief de Shimabara ancien domaine du seigneur chrétien Arima Harunobu. Ces premières recherches m'ont incité à approfondir la question des chefs de communautés locales. Jusqu'à présent on estimait que ces derniers avaient d'avantage été la cible de la répression anti-chrétienne, sans véritablement apporter une réponse statistique à la question. En confrontant les rapports jésuites et un document jésuite en japonais signé par 755 chefs laïcs originaire d'une grande partie du territoire, je souhaite apporter une réponse plus précise à cette question.

2) Coupé du clergé à partir des années 1630, en apparence, le christianisme disparaît au fur et à mesure que l'interdiction se renforce et s'étend à l'ensemble du Japon. Ces chrétiens continuent à pratiquer une certaine forme de christianisme en partie dans la clandestinité. Dans la deuxième moitié du XVIIe, la répression s'accroît et à plusieurs occasions de vastes groupes de chrétiens sont arrêtés à Ômura (cas étudié en 2e année de master d'études japonaises), Okayama et Bungo. Ces affaires sont appelées *kuzure* (démantèlement) par les historiens japonais. Mon objectif est de déterminer pour quelle(s) raison(s) des enquêtes religieuses ont été organisées dans ces fiefs, comment les sanctions infligées aux chrétiens évoluent par rapport à la première phase d'interdiction (1614-1637/38 révolte de Shimabara). Il faudrait situer plus précisément ces *kuzure* dans la politique religieuse du Bakufu vis-à-vis des mouvements prohibés (*Fujufuse* ...).

3) A partir de la fin du XVIIIe à plusieurs reprises des communautés crypto-chrétiennes sont « découvertes » par les autorités. Quatre fois à Urakami (act. Préf. Nagasaki) en 1790, 1842, 1856 et 1867, à Amakusa (fin XVIIIe-1806), à Gotô et à Imamura (act. Préf. Fukuoka) à la fin des années 1860/début Meiji. Actuellement, c'est l'aspect sur lequel je concentre mes recherches et qui est abordé dans mon exposé à travers le cas d'Amakusa. Pourquoi à cette époque, après presque 100 années de « calme plat », des enquêtes sont menées sur ces communautés pour aboutir à des « non-lieux » sauf dans les cas de l'époque Bakumatsu/Meiji où les *kirishitan*, ayant repris contact avec le clergé des missions étrangères de Paris, réaffirment officiellement leur adhésion au Catholicisme ?